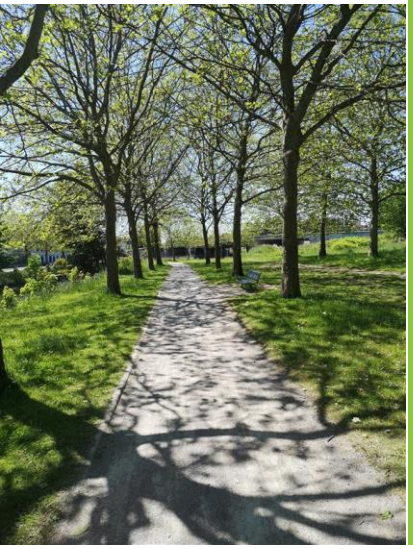


Novembre 2022

Ressources Conseillées

Document réalisé dans le cadre de la rencontre :

Lab des transitions 1er décembre

Sommaire

1. Eléments de cadrage 2
2. Transitions 3
3. Politique de la ville : cadre légal et actualités 6
4. De 'l'observation aux outils de planification 7
5. Alimentation et projets alimentaires territoriaux Comment les articuler avec la politique de la ville 9
6. Enjeux démocratiques : quels enjeux quels usages ? 10
7. Des outils et ressources pour une montée en compétence des acteurs de la Politique de la Ville 12
8. Sitographie 13

1. Eléments de cadrage

IREV Hauts-de-France, **Webinaire Soutenabilité des politiques publiques et politique de la ville**, 28 juin 2022

A l'occasion de la sortie du rapport de France stratégie "Soutenabilités ! Orchestrer et planifier l'action publique", l'IREV a organisé un webinaire sur le thème des soutenabilités et sur la nécessaire réforme de la politique de la ville pour faire face aux défis environnementaux. Ce webinaire s'inscrit dans le cadre du Lab des transitions, pour alimenter les réflexions autour de l'intégration des enjeux de transition dans la Politique de la ville.

https://www.youtube.com/watch?v=zCsIoqc3ZLc

France Stratégie, **Soutenabilités ! Orchestrer et planifier l'action publique**, France Stratégie, mai 2022, 296p.

Après deux ans de travaux, le rapport de France Stratégie « Soutenabilités ! Orchestrer et planifier l'action publique » propose un nouveau référentiel pour une action publique à la fois durable, systémique et légitime. Articulée autour d'une orchestration cohérente des différents domaines de politiques publiques, et d'une planification renouvelée les inscrivant dans la durée, la « stratégie nationale des soutenabilités » proposée dans ce rapport doit permettre de concilier enjeux environnementaux, sociaux et démocratiques.

http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=34280

Engagement pour le Renouveau du Bassin Minier : un référentiel d'ambitions partagées pour la rénovation des cités minières

En partenariat, les collectivités du territoire et l'Etat portent l'ambition du renouveau de l'ancien bassin minier du Nord et du Pas-de-Calais. Pour répondre aux enjeux d'une telle entreprise, un référentiel d'ambitions partagées portant sur le programme de rénovation intégrée des cités minières a été rédigé, l'IREV a notamment contribué à son élaboration.

https://irev.fr/thematiques/renouvellement-urbain/engagement-pour-le-renouveau-du-bassin-minier-un-referentiel

Engagement pour le Renouveau du Bassin Minier : un référentiel d'ambitions partagées pour la rénovation des cités minières

Comment mettre en œuvre la troisième révolution industrielle dans les PRU?

https://irev.fr/thematiques/renouvellement-urbain/engagement-pour-le-renouveau-du-bassin-minier-un-referentiel

FOSSE, Julien. France Stratégie, **Inégalités environnementales et sociales se superposent-elles ?** France Stratégie, septembre 2022, 16 p.

Les effets sanitaires des combinaisons de polluants chez des populations particulières constituent une préoccupation de santé publique majeure. Des travaux de cartographie croisée des pollutions sont nécessaires pour dresser le panorama de ces combinaisons, préalable à l'examen des inégalités d'exposition des populations aux pollutions des milieux. Leur réalisation se heurte néanmoins à plusieurs obstacles méthodologiques.

http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=34281

2. Transitions

Réseau national des centres de ressources pour la politique de la ville, **Politique de la ville et transitions : contribution des centres de ressources politique de la ville**, Réseau national des centres de ressources pour la politique de la ville, 2021, 67 p.

Cette note permet d'illustrer la manière dont les CRPV ont abordé dans la période récente (qui reste marquée par la crise sanitaire) le vaste sujet des interrelations entre transitions et quartiers en politique de la ville, considérant que la transition écologique peut être un levier efficace pour (re)poser de manière générale la question du cumul des inégalités dans les territoires défavorisés, y réduire la précarité et y justifier des investissements importants, mais à condition de prendre en compte la réalité des situations vécues par les habitants dans ces territoires et leur expertise d'usage.
Elle s'appuie sur une observation de leurs territoires, la mise en valeur d'actions de terrain répondant à certains de ces enjeux, en particulier par le renouvellement des actions de solidarité alimentaire, le déploiement de l'agriculture urbaine, les actions relevant du cadre de vie, de l'habitat, des mobilités notamment par le levier des projets de renouvellement urbain.et des opportunités de partenariat.
La présente note constitue la réponse à l'appel à contributions lancé par l'Agence nationale de cohésion des territoires (ANCT) aux centres de ressources politique de la ville (CRPV) pour l'année 2021 tel que prévu dans le cadre de référence.
http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=34093

IREV Hauts-de-France, **Synthèse lab des transitions Dunkerque**. IREV Hauts-de-France, mai 2022, 18 p.

L'objectif principal du Lab des Transitions est de permettre l'intégration des enjeux de transitions dans les prochains contrats de ville. Par transitions, nous entendons toutes les pratiques économiques, sociales et écologiques devant agir pour un développement durable des territoires et une réduction des émissions de gaz à effets de serre (GES).
La première phase s'est ouverte avec un séminaire sur la Communauté urbaine de Dunkerque (CUD). Le parti pris du Lab des transitions est, à partir d'un territoire comme celui du Dunkerquois, de mettre en dialogue des acteurs pour identifier les pistes permettant à la Politique de la ville de mieux s'articuler avec les politiques au service des transitions.
https://irev.fr/sites/default/files/atoms/files/synthese_lab_des_transitions-dk.pdf

IREV Hauts-de-France, ***Cycle de rencontres "Des quartiers en transition"* (QeT),** 2020 – 2022
La transition appelle de profonds changements de nos modes de vie mais aussi de production et de consommation à toutes les échelles. Elle a ainsi des répercussions économiques et sociales majeures. Les réponses à cette transition peuvent elles-mêmes être vectrices d'inégalités nouvelles. L'IREV a proposé un cycle de rencontres prospective permettant aux acteurs de la politique de la ville de s'acculturer aux enjeux de transition et d'appréhender notamment ses impacts et les leviers sur les QPV. Comment rendre cette transition acceptable par la population, en particulier les plus fragiles ? comment saisir cette opportunité pour réduire les inégalités sociales en créant de nouvelles dynamiques et du lien social ?

L'ensemble des éléments (synthèses, webdocumentaires, fiches d'expériences, ressources complémentaires) est disponible sur le site internet de l'IREV.
https://irev.fr/thematiques/transition/cycle-de-rencontres-des-quartiers-en-transition-qet/presentation-du-cycle-de

Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), **Transition écologique et cohésion des territoires : quatre défis à relever**, Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), Octobre 2020, 196 p.

La présente publication réunit 5 tomes :
- La place des questions environnementales dans les politiques territoriales : continuités et ruptures ;
- Premier défi : intégrer le vivant dans les politiques d'aménagement ;
- Deuxième défi : transformer les modes de production, de consommation et de vie dans les territoires ;
- Troisième défi : mettre en œuvre une transition écologique juste, inclusive et démocratique
- Quatrième défi : inventer de nouveaux mécanismes de coordination, de coopération et de solidarité Tous les territoires sont concernés par les enjeux écologiques, mais de manière variable selon leur situation géographique, leurs spécialisations économiques et leurs ressources propres. Pour que la transition écologique devienne une réalité pour tous, quatre défis sont à relever : l'intégration du vivant dans les politiques territoriales ; la transformation des modes de production, de consommation et de vie ; la prise en compte des enjeux de justice territoriale et sociale ; la création de nouveaux mécanismes de coopération et de solidarité entre les territoires.
Ces défis réinterrogent en profondeur la vie des territoires et les modalités de l'action publique ainsi que le montre l'ouvrage "La transition écologique comme moteur de la cohésion des territoires".
Cette publication est le fruit du travail conduit en 2019 par l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) avec des élus, des chercheurs et des praticiens pour expliciter ces enjeux, dessiner des pistes de solutions et identifier des actions initiées dans les territoires, partout en France.
http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=33640

Centre Ressource du Développement Durable (CERDD), **Tour d'horizon climat énergie en Hauts-de-France**, Edition 2022, Centre Ressource du Développement Durable (CERDD), 2022, 24 p.

Cette publication de l'observatoire Climat Hauts-de-France du Cerdd présente les dernières données du changement climatique en région et des éléments sur ses origines, en y apportant des repères pédagogiques.
Cette publication se penche dans une première partie sur le constat du changement climatique en région. Une carte met en évidence :
- l'évolution des paramètres climatiques en 60 ans : +2°C en moyenne à Lille, +10 cm pour le niveau de la mer à Dunkerque, etc.
- la situation actuelle des risques climatiques : 58% des communes exposées à des inondations, submersions marines, ou retrait-gonflement des argiles.
http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=34076

Comité 21, Cerema, **Pour l'appropriation de l'Agenda 2030 par les collectivités françaises, Guide pratique**, Paris : Comité 21, 2019, 259 p.

Ce guide pratique a pour objectif de donner aux collectivités les clefs pour s'engager dans l'Agenda 2030. Il donne des pistes concrètes pour mettre en œuvre au niveau territorial, les 17 Objectifs de développement durable (ODD), et comprendre comment en faire un outil de pilotage des politiques publiques.
Le guide répond notamment aux questions suivantes : Pourquoi et depuis quand les collectivités sont-elles parties prenantes de l'Agenda 2030 ? Quelles complémentarités entre Agenda 21 et Agenda 2030 ? Quelles articulations avec les documents de planification ? Le guide répond notamment à ces questions.
Les compétences et les outils stratégiques et opérationnels détenus par les différents niveaux de collectivité (région, département, bloc communal) sont analysés au regard de chaque ODD, ce qui permet d'aider à prioriser l'action et amorcer l'appropriation.
17 fiches permettent de creuser chaque ODD en fonction de la situation française et des enjeux nationaux qui y sont rattachés, assortis d'exemples de projets déclinés localement, des repères, et des outils en particulier sur les interactions entre les ODD.
Des collectivités témoignent dans ce guide concret des différentes formes d'appropriation de l'Agenda 2030 : création ex nihilo de stratégie ou à partir de la fusion de documents et outils, intégration des ODD dans l'Agenda 21, déclinaison à l'aune des ODD du schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET), utilisation des ODD comme leviers de coopération et d'amélioration des politiques.
http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=34075

ANRU - Agence nationale pour la rénovation urbaine, **Performance énergétique et environnementale dans les quartiers en renouvellement urbain : Approches énergie et carbone dans les projets du NPNRU**, coll. « Les carnets de l'innovation » 2021. 180 p.

Le carnet « Approches énergie et carbone dans les projets du NPNRU » met en avant les spécificités, enjeux, et pistes de solutions sur trois aspects prioritaires de la performance énergétique et environnementale dans les quartiers en renouvellement urbain
http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=33919

GALIBERT, Olivier, **Territoires urbains en transition : un quartier populaire en résilience socio-écologique**, éditions universitaires de Dijon, coll. « Sociétés » 2015. 170 p., ISSN 1628-5409.
Résumé : "Que faites-vous pour la planète ? Vous prenez votre vélo pour aller travailler ? Vous recyclez des tissus pour fabriquer et peut-être vendre des vêtements ? Vous avez choisi une pratique sportive durable dans un club près de chez vous ? Vous mangez bio ? Vous utilisez les réseaux sociaux pour faire connaître vos éco-gestes à vos voisins ou à l'autre bout du monde ? Imaginez... À quoi pourrait ressembler un quartier populaire en 2050, si on ne fait rien pour protéger l'environnement ou, à l'inverse si on fait tout pour le préserver ? Une équipe pluridisciplinaire a enquêté durant deux ans, entre 2012 et 2014, auprès de la population d'un de ces quartiers, la Fontaine d'Ouche, en proche banlieue d'une ville moyenne, Dijon. Ce livre fait la synthèse de cette recherche. Au-delà d'un simple état des lieux, mené par une équipe qui rassemblait économistes, géographes, sociologues et spécialistes en info-com., le présent ouvrage veut également mettre en évidence une réflexion, qui accompagne aujourd'hui toute l'étude consacrée aux territoires et à leur devenir, en matière d'environnement."
http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=33327

3. Politique de la ville : cadre légal et actualités

Ministère de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, **Loi de nouvelle géographie prioritaire, Loi Lamy**, 2014.

La loi Lamy du 21 février 2014, du nom du ministre délégué de la Ville, François Lamy, est la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine. Elle met en œuvre une réforme du cadre de la politique de la ville pour concentrer les moyens vers les territoires les plus en difficulté. Désormais, pour identifier les quartiers prioritaires, un critère unique est requis : le revenu par habitants.

http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=34282

Commission sur les prochains contrats de ville **(2021), Pour un Acte II de la politique de la ville. Les quartiers populaires au cœur de notre pacte républicain, Rapport de la Commission nationale chargée de la réflexion sur les prochains contrats de ville**, [Paris] : Ministère de la Ville, 2022, 67p.

Pour préfigurer la politique de la ville de demain, Nadia Hai, ministre de la Ville, a réuni autour d'elle une Commission nationale composée de 24 membres, issus de territoires différents et avec des expertises pluridisciplinaires.
Sa mission principale était d'identifier les orientations et les jalons à poser pour faire advenir la politique de la ville de demain. Elle a abouti à 30 propositions pour une politique de la ville plus forte et plus efficace car pleinement en phase avec la France et les quartiers d'aujourd'hui.
Après la synthèse des propositions, ce rapport est organisé en trois parties :

- Réaffirmer les fondations de la politique de la ville,
- Reconnaître et faire confiance aux forces vives des territoires,
- Réhabiliter l'image de la politique de la ville et lui donner pleinement les moyens de son ambition

http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=34072

EL KAROUI, Hakim, Institut Montaigne, **Les quartiers pauvres ont un avenir**, Paris : Institut Montaigne, Octobre 2020, 270 p.

Ce rapport s'intéresse aux quartiers pauvres de la France métropolitaine, les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) en écartant de son champ la France d'Outre-mer. A partir d'un travail statistique inédit et une réflexion autour des dynamiques économiques des quartiers pauvres, le rapport entend déconstruire les idées reçues et préjugés à propos de ces territoires en démontrant d'une part que ces quartiers ne sont pas homogènes et propose une nouvelle typologie pour les qualifier. D'autre part, l'auteur critique les politiques publiques centrés sur ces quartiers et propose plusieurs pistes de solutions pour améliorer cette situation.

http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=33632

EL KAROUI, Hakim, KLEIN, Olivier ; Institut Montaigne, **L'avenir se joue dans les quartiers pauvres. 24h dans la vie d'un habitant**, Paris : Institut Montaigne, 2022, 182 p.

Depuis plus de 30 ans, la pauvreté, les flux migratoires et les difficultés économiques sont concentrés dans quelques territoires, les quartiers pauvres. Comment apprendre à faire ou refaire société dans des territoires qui en accumulent tous les maux ? Quelles mesures pour améliorer durablement les conditions de vie des habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) ?
S'inscrivant dans la suite du travail Les Quartiers Pauvres ont un avenir (octobre 2020), le présent rapport fait le récit de 24 heures dans la vie d'habitants des quartiers populaires, et contient 31 propositions opérationnelles afin d'améliorer leurs conditions de vie au quotidien.
Ces mesures constituent le fondement d'un "ANRU des habitants", une méthode d'action publique inspirée de celle de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine, et qui se donne pour objectif de répondre à la demande sociale globale dans ces territoires.
Concrètement, pour l'Institut Montaigne, il s'agit de mettre en place une nouvelle contractualisation pluriannuelle répondant aux besoins des acteurs de terrain : des objectifs au long cours, des moyens budgétaires, une visibilité financière de long terme, un pilotage des actions, une évaluation de l'impact, une coordination « tour de table » avec les élus locaux et les acteurs associatifs et un investissement spécifique dans les quartiers les plus en difficulté.
http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=34083

Conseil National des Villes, **Contribution du conseil national des villes à l'élaboration de la nouvelle génération des contrats de ville,** Conseil National des Villes, 2022, 27p.
http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=34283

4. De l'observation aux outils de planification

Agence de développement et d'urbanisme de Lille Métropole, **Atlas des îlots de chaleur urbains**, novembre 2022, 32p.

Le phénomène d'îlot de chaleur urbain (ICU) désigne précisément le fait que les villes demeurent plus chaudes par rapport à la campagne. Ceci s'explique principalement par une densité minérale plus forte qui capte mieux la chaleur et une part moindre de végétation en zone urbaine. Suivant l'évolution actuelle du climat, nous savons que le nombre de journées caniculaires devrait s'accentuer et que le territoire doit s'adapter.
Pour accompagner les communes au mieux, cet atlas a pour objectif de mettre en évidence les facteurs explicatifs des ICU dans la métropole et de proposer des cartes des aléas et risques à l'échelle des communes
http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=34284

Pôle métropolitain de l'Artois, **Actes du cycle de travail de la Turbine de l'éco-transition**, Pôle métropolitain de l'Artois, 2021. 28p.

Ce document restitue les différents échanges ayant eu lieu 2020 et 2021 où plus de 250 personnes ont travaillé à une démarche d'éco-transition juste et solidaire sur le territoire du Pôle Métropolitain de l'Artois.
http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=34285

Agence d'urbanisme de l'Artois, **La surchauffe urbaine - Les points frais du territoire**, novembre 2022, 4p.

Cette publication nous fait découvrir les points frais du territoire. Ils forment des atouts majeurs à préserver et développer. D'ailleurs, à titre de comparaison, 2,70% du territoire présentait une température de surface inférieure à 27°C à 10h40 le 7 août 2020, jour de vigilance canicule orange. Alors, partants pour un petit rafraichissement ?
http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=34286

Agence d'urbanisme de l'Artois, **La surchauffe urbaine – Les points chauds du territoire**, novembre 2022, 4 p.

Cette étude de l'Agence propose de zoomer sur les points chauds ou points critiques du territoire qui sont ressortis dans le cadre de cette étude.
http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=34287

Agence d'urbanisme de l'Artois, **La surchauffe urbaine sur le territoire, une réalité**, novembre 2022, 4 p.

Cette publication propose un retour sur une étude de surchauffe urbaine menée sur le territoire couvert par l'Agence.
http://www.aulartois.fr/wp-content/uploads/2022/11/Publi-1-Surchauffe-urbaine.pdf

Agence d'urbanisme de l'Artois, **Des villes vertes, agréables à vivre et résilientes : Nature en ville**, 2021, 8 p.
La Nature en ville est une des solutions piliers pour rafraichir les villes, les rendre résilientes face aux changements climatiques et pour garantir la santé des habitants toujours plus nombreux. Mais alors comment lui faire de la place en milieu urbain ?
http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=34302

ADEME Agence de la Transition Ecologique, **Diagnostics de la surchauffe urbaine – Méthodes et applications territoriales,** septembre 2017, 64 p.
Ce recueil présente les méthodes couramment utilisées, leurs intérêts et leurs limites pour porter à connaissance les enjeux de surchauffe urbaine auprès de tous les acteurs de l'aménagement urbain et de la société civile.
Cinq expériences de diagnostic sont détaillées avec les enseignements que les collectivités en ont tirés
http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=34288

ADEME Agence de la Transition Ecologique, **L'arbre en milieu urbain, acteur du climat en région Hauts-de-France**, ADEME Agence de la Transition Ecologique, Région hauts-de-France, 2018 ; 36p. + 6p.

Les arbres plantés en ville présentent de nombreuses vertus écologiques en apportant aux territoires urbains une réponse efficace pour lutter contre les îlots de chaleur et favoriser la biodiversité.
A travers ce guide, conçu en partenariat avec les villes de Grande-Synthe et de Lille, la Région Hauts-de-France et l'ADEME souhaitent encourager la plantation d'arbres en milieu urbain pour adapter la ville au climat de demain tout en atténuant le changement climatique.
Outre la liste des bénéfices liés à la présence de l'arbre et les exemples de bonnes pratiques, ce guide trouve son prolongement en un outil d'aide à la décision, ARBOCLIMAT, qui permet de modéliser les bénéfices de l'arbre en fonction des scénarii de plantation.
http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=34279

5. Alimentation et projets alimentaires territoriaux
Comment les articuler avec la politique de la ville

Pauline AUCLAIR,IREV Hauts-de-France, **Synthèse : Des quartiers en transition - Entre transition agroécologique et évolution des modes de consommation, accompagner les quartiers prioritaires vers l'alimentation durable**, 06/2021, 26 p.

Etayée d'exemples locaux des Hauts-de-France ainsi que des propos de chercheur.e.s et professionnel.lle.s, la synthèse s'intéresse à la question de la transition alimentaire dans les quartiers, la nécessité de celle-ci et les leviers pour cette transition, prenant en compte la diversité de ressources des populations. Puis, sont évoqués les enjeux de l'alimentation durable dans les quartiers prioritaires et les liens à tisser avec la question de la précarité et celle de la santé publique.
http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=33882

Marechal Gilles, Noël Julien, Wallet Frédéric, **Les projets alimentaires territoriaux (PAT) : entre rupture, transition et immobilisme ?** 2018/2-3 (N° 234-235), p. 261-270.

Les projets alimentaires territoriaux, connus sous l'acronyme PAT, ont été prévus dans l'article 39 de la Loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (LOAAF) du 13 octobre 2014. Cette disposition confirme que l'agriculture, et les politiques qui lui sont appliquées, ne peuvent désormais plus s'envisager de façon indépendante du système alimentaire en général. Mais elle peut aussi conduire à ce que l'alimentation soit d'abord considérée à l'aune de ses effets sur le secteur agricole. Quatre années et de multiples initiatives plus tard, qu'en est-il ? Le principe du PAT, et ses applications sur le terrain, induisent-ils une rupture dans les stratégies territoriales et les politiques publiques relatives à l'alimentation et à l'agriculture ? Si oui, est-elle annonciatrice d'une véritable transition dans les conceptions et les pratiques des acteurs ?
http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=34295

Métropole européenne de Lille, **Le PAT'MEL le projet alimentaire territorial de la métropole européenne de Lille**, 2020, 8 p.

Le Projet Alimentaire Territorial (PAT) de la Métropole de Lille s'appuie sur un programme lancé en 2016 Stratégie Agricole et Alimentaire Métropolitaine et se poursuit avec ce PAT qui pour fil rouge la recherche du bien-être alimentaire pour tous, habitants comme visiteurs, dans une métropole respectueuse de son écosystème.
http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=34296

Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU), **L'agriculture urbaine dans les quartiers en renouvellement urbain : Boîte à outils du montage d'un projet, ANRU - Agence nationale pour la rénovation urbaine**, coll. « Les carnets de l'innovation ». 101 p.

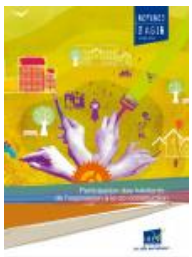
La démarche ANRU+ vise à accompagner le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain, dont l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine est opérateur, en y amplifiant l'innovation et les investissements économiques.
Des groupes de travail thématiques se sont structurés dans le cadre de cette dynamique, pour analyser les verrous à l'innovation sur les thèmes explorés par les collectivités et les maîtres d'ouvrage, et esquisser ensemble les solutions opérationnelles pour les lever.
Ces Carnets rendent compte des réflexions croisées entre territoires, qui se veulent des contributions collectives aux travaux pour une ville plus durable et inclusive.
http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=33399

6. Enjeux démocratiques : quels enjeux quels usages ?

IREV Hauts-de-France, Normanvilles, S3A, Réseau national des maisons des associations, **Un outil pour échanger collectivement sur l'impact des conseils citoyens dans la politique de la ville**, Réseau national des maisons des associations. 2022. 9 p.+4 p.+2 p.+ 2 p

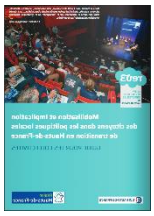
« L'évaluation des Contrats de ville est lancée depuis la publication de l'instruction du 14 décembre 2021. Un double questionnement existe concernant les conseillers citoyens cette évaluation:
- Quelle place peuvent-ils prendre dans cette évaluation ?
- Quels impacts ont-ils eu sur la politique de la ville depuis leur création ?
Cet outil a été construit pour aider les acteurs à mieux comprendre dans quelle mesure les conseils citoyens ont modifié, ou pas, le fonctionnement des instances du contrat de ville.
Autour d'un groupe hybride (association locale, centres de ressources politique de la ville, réseau national et universitaires), nous avons mené une réflexion pour mieux rendre compte de l'impact des conseils citoyens en ciblant des questions évaluatives organisées pour une prise en main locale."
https://irev.fr/agenda/webinaire-flash-un-outil-pour-echanger-collectivement-sur-limpact-des-conseils-citoyens-dans

IREV Hauts-de-France, **Participation des habitants : de l'expression à la co-construction** - Lille : IREV - Centre de ressources Politique de la ville, 2014. - 87 p.- (Repères pour agir; 4) .



En 2013, l'IREV a mené un atelier de qualification sur la participation et le pouvoir d'agir des habitants. Ces débats et cette réflexion collective ont été suivis d'une journée régionale le 2 juillet 2013. Cet ouvrage fait suite à l'ensemble de ces travaux et s'inscrit dans le contexte de la réforme de la politique de la ville, qui doit être « coconstruite avec les habitants » (cf. loi du 21 février 2014). Il propose de retracer le cheminement de la participation des habitants, de l'étape de leur expression à celle de la co-construction mais aussi d'interroger les positionnements des organisations et institutions, de leurs élus et dirigeants, de leurs professionnels. Le processus est ainsi analysé afin de décrypter les points de blocage, d'évoquer les modes d'action, les conditions de réussite et les postures à adopter pour dépasser les freins identifiés et réussir la mobilisation des habitants des quartiers.
http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=30702

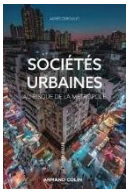
Mission rev3, **Mobilisation et Implication des citoyens dans les politiques locales de transition en Hauts-de-France. Guide pour les collectivités-** Région Hauts-de-France, CCI Hauts-de-France.2019. 100 p.



Ce guide à destination des collectivités présente 30 actions déjà mises en œuvre en région pour accélérer la compréhension et la participation citoyenne aux projets et politiques de transition s'inscrivant dans rev3.
https://fr.calameo.com/cerdd/read/006181432ef7066aeb853

Agnès DEBOULET, **Sociétés urbaines : au risque de la métropole**, Armand Colin, coll. « le siècle urbain » 2022. 261 p.

Les villes doivent rapidement se restructurer pour faire face aux migrations et à l'augmentation de la population mondiale.
Pensées par les décideurs et les habitants, ces adaptations modifient la définition des sociétés urbaines grâce à l'émergence de nouvelles formes de démocratie locale issues d'initiatives citoyennes.
http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=34241



Juan, SALVADOR, **Démocratie contre écologie ? : les obstacles sociaux à la transition écologique et solidaire**, le Bord de l'eau, 2022. 211p.
Analysant les obstacles qui empêchent la mise en place d'une transition écologique pourtant nécessaire à la sauvegarde du modèle social français, l'auteur met en lumière la nécessité d'une réforme de la démocratie en France.

Dominique LEFRANÇOIS, **Gouverner avec les habitants**, Éditions Recherches. 2021. 233 p.
Enquête anthropologique sur les expériences de mobilisation citoyenne dans les quartiers populaires ou marginalisés. Les habitants témoignent d'un intérêt croissant pour les politiques qui impactent leur logement et leur cadre de vie. Les auteurs examinent les mérites et les limites de ces outils, et proposent des moyens d'améliorer la démocratie locale grâce à la concertation.

CASILLO, Ilaria, ROUSSEAUX, Daniel, ***Démocratie participative et quartiers prioritaires : réinvestir l'ambition politique des conseils citoyens***,CNDP (Commission Nationale du Débat Public), 2019, p. 113.
Ce rapport commandé par le Ministère de la cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales à la Commission Nationale du débat public entend apporter un regard critique sur les conseils citoyens en vue d'améliorer leur organisation.
Le rapport apporte un diagnostic de la situation des conseils citoyens démontrant un essoufflement du dispositif : difficultés connues de la démocratie participative institutionnalisée, démobilisation, indépendance relative, articulation avec les autres dispositifs de participation...
Forts de ces constats, les auteurs émettent 10 propositions pour relancer le dispositif.
http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=32782

TALPIN, Julien, **Community organizing : de l'émeute à l'alliance des classes populaires aux États-Unis**, Raisons d'agir, 2016 . - 311 p
A Los Angeles, des associations ont su rassembler celles et ceux qui voulaient améliorer les conditions d'habitat, de travail, d'existence des résidents des quartiers populaires. Ces organisations donnent à voir comment déployer le pouvoir d'agir des dominés pour améliorer leur quotidien et œuvrer au changement social. Elles incarnent des contre-pouvoirs autonomes qui rappellent les élus à leurs promesses et promeuvent des politiques progressistes. A partir du cas étasunien et des essais d'acclimatation du community organizing en France, l'auteur identifie des pistes pour renouveler le militantisme dans les quartiers populaires
http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=31673

BACQUE, Marie-Hélène, MECHMACHE, Mohamed, **Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires : pour une réforme radicale de la politique de la ville**, Les éditions du CGET, 2014 . - 146 p.
Les auteurs ont été missionnés en janvier 2013 par François LAMY, ministre délégué à la ville, pour faire des propositions sur la participation citoyenne dans la (nouvelle) politique de la ville. Ils ont remis le rapport au ministre le 8 juillet 2013.
Ce rapport a été construit dans une optique collaborative, à partir d'échanges et d'auditions d'acteurs (responsables associatifs, élus locaux, professionnels, chercheurs).

Il s'organise autour de trois grandes parties : le constat de la participation dans la politique de la ville, la stratégie proposée correspondant à une politique "d'empowerment" à la française et des propositions concrètes.
http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=31469

Réseau national des centres de ressources pour la politique de la ville, **Des conseils citoyens pour quoi faire ?** Réseau national des centres de ressources pour la politique de la ville, 2021, 18 p.

Le titre de cette contribution peut surprendre : Des conseils citoyens pour quoi faire ?
Ce choix reflète la conviction des auteurs : si l'utilité globale de la participation citoyenne dans son ensemble n'est plus à prouver, nous sommes en droit de nous interroger sur celle des conseils citoyens. Au-delà du rôle confié par la loi Lamy, quelle place effective ont-ils pu prendre dans un écosystème local, dans la participation à la vie du quartier et dans la co-construction de la politique de la ville ?
Cette contribution s'articule autour de trois parties :
- Dans la première partie, nous dressons quelques constats sur la création, lente mais non sans difficultés, des conseils citoyens, en insistant sur leur diversité selon le contexte territorial. Cette diversité, que l'on retrouve dans les modalités de fonctionnement, nous a conduit à esquisser une typologie de l'implication des conseils citoyens.
- Dans une seconde partie, nous tirons quelques enseignements des six années d'existence des conseils citoyens en insistant sur la complexité de la mise en œuvre, les conséquences sur les modalités de travail des acteurs-rices de la politique de la ville, la position du conseil citoyen en tant que partenaire du contrat de ville et l'engagement, à la fois individuel et collectif. Nous avons fait un focus sur leur rôle et les difficultés rencontrées pendant la crise sanitaire de 2020-2021. En effet, si les initiatives citoyennes ont été (à juste titre) fortement mises en avant par les médias, l'investissement au quotidien des conseillers-ères citoyens-nes est quant à lui rarement valorisé, voire occulté.
- La troisième partie propose quelques pistes de réflexion sur les enjeux de la participation citoyenne qui, nous en sommes convaincus, constitue une pierre angulaire de la future politique de la ville.
http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=33953

7. Des outils et ressources pour une montée en compétence des acteurs de la Politique de la Ville

Union Sociale pour l'habitat (USH), **L'agriculture urbaine dans le secteur Hlm : un atout pour des lieux de vie partagés, attractifs et durables : Guide pratique** , 2022, 109 p.
Les organismes Hlm ont investi l'agriculture urbaine dès le début du 20ème siècle avec les cités-jardins puis les jardins partagés. Désormais, et sous l'impulsion des autorités publiques, tant nationales que locales, les formes d'agriculture urbaine se diversifient et répondent à des objectifs environnementaux, sociaux et économiques dans les territoires (lien social, alimentation saine et durable, biodiversité, nature en ville, tranquillité résidentielle, développement d'activités économiques, etc.).
Ce guide se décline en 5 chapitres :
- L'agriculture urbaine et le logement social
- Panorama et tendances : du jardin partagé à la ferme urbaine
- L'agriculture urbaine en pratique
- Les monographies
http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=34086

Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU), **L'urbanisme transitoire dans les quartiers en renouvellement urbain : Boîte à outils pour la mise en œuvre de projets d'occupation temporaire. Agence nationale pour la rénovation urbaine**, coll. « Les carnets de l'innovation » 2021. - 168 p

Le présent guide a vocation à :
- synthétiser les grands enseignements issus des réunions du groupe de travail ;
- mettre en avant des solutions opérationnelles et recommandations méthodologiques associées aux problématiques et verrous identifiés ;
- faire ressortir les facteurs-clés de réussite et de réplication pour les autres territoires souhaitant engager des projets d'urbanisme transitoire sur leurs quartiers en renouvellement urbain.

http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=33921

8. Sitographie

Organismes

- Communauté d'agglomération de Lens-Liévin https://www.agglo-lenslievin.fr/
- Communauté d'agglomération de Béthune Bruay Artois Lys Romane https://www.bethunebruay.fr/fr
- Communauté Agglomération d'Hénin Carvin https://www.agglo-henincarvin.fr
- Pôle Métropolitain de l'Artois https://polemetropolitainartois.fr
- Conseil départemental du Pas-de-Calais https://www.pasdecalais.fr/
- Communauté urbaine de Dunkerque https://www.communaute-urbaine-dunkerque.fr/
- Centre de Ressources du Développement Durable https://www.cerdd.org/

Expériences intéressantes

- https://transitions2050.ademe.fr/
- https://www.observatoireclimat-hautsdefrance.org/
- Diagnostic de la surchauffe urbaine : méthodes et applications territoriales https://youtu.be/KnRGerxIYE0
- https://plusdeuxdegres.org/#intro
- Regards croisés sur le territoire métropolitain de l'Artois en 2038 http://polemetropolitainartois.fr/wp-content/uploads/2022/02/VraimentVraiment_2021_Turbine-de-l%C3%A9cotransition_FRESQUE-2038_IMPRESSION_WEB.pdf
- A Loos-en-Gohelle, le maire et les citoyens mobilisés pour la transition énergétique https://www.lemonde.fr/planete/article/2021/12/12/a-loos-en-gohelle-le-maire-et-les-citoyens-mobilises-pour-la-transition-energetique_6105739_3244.html
- Wiki de la Turbine de l'Eco-transition https://wiki.turbine-ecotransition.org/fr/turbine-%C3%A9co-transition
- Cartographie de l'agriculture urbaine dans les quartiers prioritaires des Hauts-de-France https://irev.fr/thematiques/transition/agriculture-et-alimentation-durable/cartographie-de-lagriculture-urbaine-dans

- Fabriques d'Initiatives Locales à Dunkerque, pour penser la ville avec les habitant·es
  https://www.cerdd.org/Parcours-thematiques/Territoires-durables/Initiatives-territoires-durables/Les-Fabriques-d-Initiatives-Locales-a-Dunkerque-pour-penser-la-ville-avec-les-habitant-es
- Fiches expériences "Transition"

  https://irev.fr/thematiques/transition/fiches-experiences-transition

L'Irev gère un fonds documentaire riche de plus de 5 000 références (ouvrages, documents territoriaux, diagnostics, rapports de recherche, d'études, articles…) à disposition de tous. L'Irev contribue également à alimenter une base de données mutualisée avec d'autres centres de ressources régionaux, membres du réseau Ressources pour l'Egalité des Chances et l'Intégration (RECI). La base de données du Réseau RECI donne accès gratuitement à plus de 20 000 notices bibliographiques.

Les ressources proposées sont issues des bases de données du RECI (http://biblio.reseau-reci.org, voir ci-dessus) et de COSOTER (ressources sur la cohésion sociale et territoriale) : http://cosoter-ressources.info/opac/

Pour vos recherches documentaires : http://biblio.reseau-reci.org
ou contactez Vianney HAEUW : v.haeuw@irev.fr, 0672677793

IREV–centre de ressources Politique de la ville Hauts-de-France
Bât. Arboretum – 7ème étage
135 Bd Paul Painlevé – 59000 Lille